

COMMUNISTES

Rétablissement de l'ISF, revalorisation du SMIC, interdiction des balles de défense... : les parlementaires communistes à l'offensive

(voir VIDEO du groupe).

Une étape vers le rassemblement national du 16 mars

(p. 4)



**École :
entretien avec
Marine Roussillon**

(p. 5)



L'AIR DU TEMPS

Canaileries

Wolton – on parle ici de Thierry, bien sûr, pas de Dominique – est ce type de plumitif haineux (genre Stéphane Courtois) qui a fait de l'anticommunisme son fonds de commerce. Depuis des années, il écrit toujours le même livre : tous nos maux viennent de Staline, du KGB et des « bourreaux communistes ». Il n'en fallait pas plus pour que *Le Figaro*, son journal de classe, le sacre « spécialiste du communisme ». T. Wolton, donc, fin limier, identifie ces jours-ci, dans ce même journal (19/2/2019), les responsables de l'antisémitisme. Premier coupable : « Karl Marx (qui) stigmatise le juif ». On ne plaisante pas, c'est écrit à la page 14. Puis : « au XX^e siècle, le communisme au pouvoir étatisait l'antisémitisme ». Texto. Tant qu'il y est, il pourrait ajouter que c'est l'armée nazie qui a libéré Auschwitz occupée par l'armée rouge... Dernier coupable enfin : « les communistes français ont aidé à banaliser l'antisémitisme ». La preuve ? Leur hostilité à Blum ou à Moch parce que juifs. Voilà le genre de canaileries qu'on peut lire ces jours-ci dans un quotidien français qui fut, il est vrai, dans les années noires, plutôt du côté de Pétain : un grand ami des juifs, c'est bien connu. ☆

Gérard Streiff

VOS EXIGENCES

1. JUSTICE SOCIALE

Salaires, retraites, minima sociaux, indemnisation du chômage, droit à l'emploi, droit à la formation, droit au logement, égalité salariale, femmes-hommes...

Mes 3 propositions

1. Il faut augmenter les salaires et notamment le SMIC et revaloriser les pensions
2. Depuis qu'il en est question, il faut maintenant exiger l'égalité des salaires entre les hommes et les femmes.
3. Des logements dignes à des prix décents en région
4. Je ne veux pas travailler jusqu'à ma mort.

2. JUSTICE FISCALE ET UTILISATION DE L'ARGENT

Impôts, redevances, cotisations, taxes, utilisation de l'argent de l'Etat, des entreprises, des banques...

10 propositions pour la France

**RASSEMBLEMENT
SAM. 16 MARS 2019
10H À PARIS**



AGENDA MILITANT

MOBILISATION POUR L'HUMANITÉ

Mercredi 27 février, 18 h
Librairie de la Renaissance
1 allée Marc Saint-Saëns, Toulouse (31)

BROSSAT À CAEN (CALVADOS)

Jeudi 28 février : Meeting de lan

AVEC LES AMIS DE L'HUMANITÉ

Benjamin Lemoine en conférence/débat
jeudi 28 février, 18 h 30
allée de l'Antichambre à la mairie d'Avignon (84)

Implants, prothèse, qu'est-ce qui cloche ?

avec Pierre Dharréville
jeudi 28 février, 18 h
à la fabrique du Commun, 14 quai Général-Leclerc, Martigues (13)

Logement et habitat indigne

Agora La Marseillaise
jeudi 28 février, 18 h 30
avec Cécile Cukierman et Jean-Marc Coppola
19 cours d'Estienne-d'Orves, Marseille (13)

BREXIT

Samedi 2 mars : Patrick Le Hyaric, député européen PCF, pour une rencontre-débat sur les enjeux et conséquences du Brexit pour les ports, la pêche et l'économie maritime bretonne, avec Glenn Le Saùt, candidat finistérien aux européennes, à Roscoff, port de Plaisance du Blocon à 15 h, au bar-restaurant "C'est ici"

KURDISTAN

Samedi 2 mars : Appel à la mobilisation pour les grévistes de la faim kurde
14 h place de La République, Paris

GILETS JAUNES

Samedi 2 mars : Acte XV des gilets jaunes pique-nique à Paris

PARLEMENTAIRES COMMUNISTES

Jeudi 7 mars : 7 propositions de loi des député-e-s et sénatrices- sénateurs communistes en discussion au Sénat et à l'Assemblée nationale
Jeudi 7 mars, à 13 h : Rendez-vous devant l'Assemblée nationale pour épargner le climat, place du Président-Édouard Herriot

L'HEURE DES COMPTES

Vendredi 8 mars, 15 h 40 :
place de la République, Paris

Roland Leroy

Reconnaissance pour le combat et les idées que Roland Leroy nous laisse en héritage

Notre camarade et ami Roland Leroy, ancien dirigeant national du Parti communiste français et directeur de *l'Humanité*, est disparu cette nuit, au terme d'un long combat contre la maladie.

Cette nouvelle, que nous attendions malheureusement après les mois de souffrance contre laquelle il se battait avec courage, accompagné par sa femme Danièle, par sa famille et l'ensemble de ses amis, provoque une profonde émotion au sein du PCF, parmi ses militants et ses directions, comme au sein de la rédaction du journal *l'Humanité*, journal auquel Roland a tant donné. Cette profonde tristesse est à la mesure de l'apport de Roland Leroy au combat pour l'émancipation humaine, pour l'avènement d'une société débarrassée des dominations et de l'exploitation, pour un nouvel essor de la démocratie.

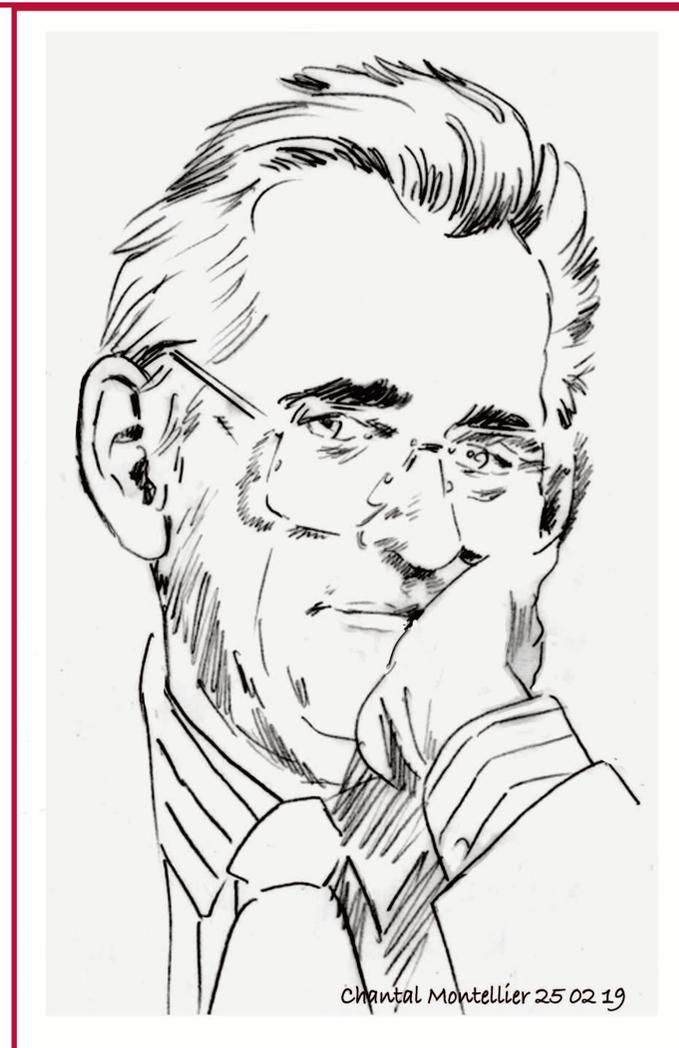
Fils de cheminot et cheminot lui-même, Roland Leroy avait dès ses plus jeunes années embrassé le combat contre le nazisme et l'occupation, mené au sein du Mouvement des jeunes communistes de France dans la Résistance, où Roland anima avec courage la diffusion de la propagande. Il se poursuivra après la guerre au sein du Parti communiste français, dont Roland deviendra d'abord le premier dirigeant en Seine-Maritime, son département auquel son image s'identifiera, puis progressivement au plan national, avec son élection au Comité central, au Bureau politique et au Secrétariat du PCF.

Il s'incarnera parallèlement avec *l'Humanité*, journal qu'il dirigea durant 20 ans, en lui faisant franchir les transformations indispensables, en lui permettant d'ouvrir ses colonnes à des personnalités de premier plan à l'échelle planétaire, à l'image des grands entretiens qu'il mena avec Houari Boumediene, Rajiv Gandhi, Fidel Castro, ou encore Michaël Gor-

batchev. C'est sous sa direction aussi que *l'Humanité* érigea son nouveau siège à Saint-Denis, imaginé par Oscar Niemeyer. Qui mieux que Roland pouvait ainsi mesurer les conséquences dramatiques pour le pluralisme, pour le débat d'idées dans notre société, des menaces pesant sur l'avenir de ce grand titre de la presse française qu'est *l'Humanité*? Roland mit cette même détermination à faire évoluer et grandir la Fête de *l'Humanité*, avec l'organisation notamment des premiers défilés de haute couture sur la grande scène de la Fête. Car Roland Leroy était par ailleurs un homme de culture reconnu, avec sa contribution au Comité central d'Argenteuil en 1966 et avec la publication de son ouvrage « La culture au présent » en 1972, qui fit date dans l'histoire du PCF. Roland contribua ainsi à affirmer une conception globale de la culture, devant être portée dans le combat politique, et à dessiner les contours de la nécessaire alliance entre la classe ouvrière et les intellectuels.

Il nourrissait sa réflexion de sa proximité, de son amitié étroite avec de grands créateurs, parmi lesquels Pablo Picasso et surtout Louis Aragon, dont il fut avec Michel Apel-Muller l'un des artisans majeurs de la Fondation créée après sa disparition.

Je me suis adressé ce jour-même à sa femme Danièle pour l'assurer, au nom de tous les communistes, mais aussi au nom des lecteurs, journalistes, diffuseurs de *l'Humanité*, de notre plus chaleureux et fraternel soutien dans ces tristes circonstances et lui dire combien l'héritage de Roland constituait un formidable legs pour les femmes et hommes au-



jourd'hui engagés dans le combat pour la libération humaine. À Danièle, à François son fils, à ses beaux-enfants Laure et René, à ses petits-enfants Lenny, Jean-Baptiste, Adrien et Julien, j'adresse nos plus sincères condoléances et les assure de notre reconnaissance pour le combat et les idées que Roland nous laisse en héritage. ✪

Fabien Roussel
Secrétaire national du
Parti communiste français
Paris, le 25 février 2019

Le 16 mars, rassemblons-nous autour de dix propositions pour la France

Confronté à une crise sociale et politique sans précédent depuis longtemps, le Président de la République et son gouvernement tentent de détourner la colère populaire avec l'organisation du « grand débat national ». Tous les sondages en font foi : les Français ne sont pas dupes. Si nombre d'entre eux en profitent pour prendre la parole, ils comprennent aussi que l'opération gouvernementale consiste à redonner la main au monarque élyséen, à diviser le pays, à rassembler l'électorat de droite contre une révolte sociale qui se poursuit, à préparer ce faisant les élections européennes du printemps prochain. Au-delà du Macron-show quasi-hebdomadaire, relayé jusqu'à la nausée par les chaînes d'information en continu, le pouvoir espère de toute évidence escamoter les attentes qui montent majoritairement de la société. Quelques décrets, des projets de loi, voire un référendum, telles sont les réponses qui se cherchent en haut lieu.

Pourtant, chacun peut en faire d'ores et déjà le constat, sur les cahiers de doléances ouverts dans les mairies, lors des rencontres publiques, sur le site officiel du « grand débat », notre peuple dit ce qu'il veut voir changer, dans sa vie de tous les jours, dans les politiques publiques, dans la conception même de la démocratie. Hausse des salaires et des retraites, redistribution des richesses, mise en cause du coût du capital pour notre société, justice climatique et transition écologique, égalité des territoires, défense des libertés, nouvelle République démocratique et sociale, ouverture de nouveaux pouvoirs d'intervention des salariés à l'entreprise, refus des diktats austéritaires européens : ils ne sont pas décidés à s'en laisser compter par des gouvernants aussi sourds à leurs demandes que prompts à satisfaire celles de la finance. Depuis des semaines, les communistes agissent pour déjouer les grandes manœuvres présidentielles, subvertir le « grand débat » en le débordant pour favoriser les échanges citoyens. Avec l'*Humanité*, ils ont appelé à élaborer au plus près des populations des « cahiers d'espoir », où chacun et chacune peut faire état de ses revendications et avancer les solutions qui lui paraissent correspondre aux besoins les plus urgents du pays.

C'est ce mouvement qui va trouver un premier aboutissement le samedi

16 mars. À ce moment, Emmanuel Macron prétend clore le « grand débat national » et en tirer ses propres conclusions. Ce sera pour nous, à partir des grandes exigences populaires ayant marqué les derniers mois, et sur la base de ce qui aura été réellement porté dans les échanges auxquels nous aurons participé, l'occasion de rendre publiques dix propositions pour la France. Dix propositions visant à empêcher que le débat citoyen ne soit étouffé, et à permettre qu'il puisse au contraire commencer à tracer le chemin d'une alternative de rupture avec les logiques destructrices du libéral-capitalisme.

À Paris, en appui à la délégation qui se rendra auprès du président de la République ou du Premier ministre, un grand rassemblement sera organisé (le lieu en sera précisé dans quelques jours). Des hommes et des femmes s'exprimeront, ils diront à partir de leurs propres expériences ce qui doit enfin changer. Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, présentera nos dix propositions, et Ian Brossat montrera l'importance des enjeux européens pour le mouvement social qui s'est levé avec les « gilets jaunes » comme avec les innombrables luttes qui se déroulent pour l'emploi, le pouvoir d'achat, les services publics, un nouveau modèle de développement écologiquement soutenable, une justice au service du plus grand

nombre, etc. Cette initiative devient donc, dès à présent, le grand rendez-vous militant et populaire qu'ont à préparer les fédérations d'Île-de-France et celles qui sont les plus proches.

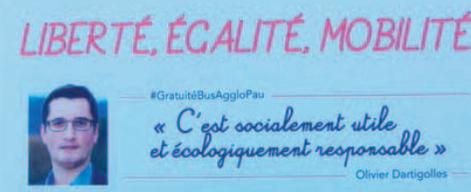
Dès le lendemain de ce 16 mars, il reviendra à tous et toutes les communistes, à leurs sections et fédérations, d'organiser partout des conférences de presse pour faire connaître les dix propositions, les relayer auprès de nos concitoyens, multiplier les débats destinés à discuter de la sortie de crise qu'attend le peuple français. Les communistes sont à l'initiative pour être toujours mieux au service des travailleurs et du peuple. ✪

Christian Picquet

membre du Comité exécutif national

10 propositions pour la France
remises au président et au gouvernement
RASSEMBLEMENT SAM. 16 MARS 2019
10H À PARIS

Pau : pour la gratuité des transports



Aujourd'hui, tout le monde en parle et plus d'une trentaine de villes proposent la gratuité sur leur réseau de transport en commun. On respire mieux, on se déplace plus facilement, on fait des économies.

Socialement utile
À Pau et son agglomération, c'est 4 millions de gain de pouvoir d'achat pour les usagers. Pas de ticket, pas de carte, pas de validation mais un simple « bonjour » au chauffeur. La gratuité est aussi un moyen pour lutter contre l'exclusion sociale.

En lien avec les usagers, nous proposons d'améliorer le réseau avec une réflexion sur les lignes, les dessertes et les horaires, les parkings relais. L'accès libre et gratuit aux transports en commun permet de diminuer au profit de la voiture au profit de nouveaux espaces publics, qui peuvent être dédiés aux transports collectifs, aux piétons, aux cyclistes.

Écologiquement responsable
Comment lutter contre le réchauffement climatique ? En France, le secteur des transports émet, à lui seul, un tiers des émissions de gaz à effet de serre. À Châteauroux, après la mise en gratuité, plus de la moitié des nouveaux usagers du bus utilisaient la voiture auparavant. À Dunkerque, quand la gratuité a été testée le week-end on a constaté une augmentation de 40 % de la fréquentation des bus le samedi et de 80 % le dimanche.

Comment financer la gratuité ?
La gratuité fait faire des économies ! Elle permet déjà d'annuler ce que coûte la billetterie. On lutte contre la pollution, ce qui fait faire des économies à la sécurité sociale. On dépense moins pour l'entretien de la voirie.

Le budget de l'agglomération de Pau-Béarn-Pyrénées peut se fixer cette priorité car il s'agit d'une dépense utile. La proposition de loi déposée en janvier 2018 par les députés communistes à l'Assemblée nationale vise à encourager la gratuité des transports collectifs urbains et périurbains et avance des propositions précises pour le financement de la gratuité.

La gratuité, ça marche déjà à Pau !
Avec la Coxitis, la navette électrique gratuite du centre-ville. Les chiffres de fréquentation parlent d'eux-mêmes. En 2005, on enregistrait 98 000 passages. En 2018, plus de 255 000.

Pour une école de l'égalité pour tous

— parti communiste français réseau école @pcf_ecole

CONTRE UNE ÉCOLE DE LA CONCURRENCE ET DE LA SOUMISSION

Pour une école en commun

Marine Roussillon, membre du CEN en charge des questions d'éducation, détaille les ressorts de la « loi Blanquer » et rappelle les axes du projet d'une école en commun, proposée par les communistes.

COMMUNISTES COMMENT CARACTÉRISER LA « LOI BLANQUER » ?

MARINE ROUSSILLON : Blanquer parle d'école de la confiance mais sa conception de la confiance est ultra-libérale : que chacun se débrouille comme il peut ! Blanquer vous fait « confiance » pour que vous vous en sortiez seuls, dans un système qui vous abandonne en vérité, qui abandonne

les enseignants à la pénurie de moyens, qui abandonne les lycéens aux choix individuels de leurs parcours, dans un marché de l'éducation complètement opaque. Ce qui est visé ici, c'est de faire le tri social. L'école de Blanquer, c'est une école de la concurrence et de la soumission. Concurrence parce que tous les cadres collectifs sont cassés au profit de parcours individualisés ; chaque jeune est amené à choisir son établissement, ses options, son parcours, et

il va être sélectionné de manière de plus en plus précoce, ce qui va l'isoler, le mettre en concurrence avec les autres et produire de plus en plus d'inégalités sociales. Soumission parce que cette loi est extrêmement autoritaire, à la fois dans la manière dont elle a été votée, contre l'avis de l'ensemble de la communauté éducative ; et autoritaire dans ce qu'elle porte, c'est-à-dire une reprise en main autoritaire par le ministre du système éducatif. L'article 1 est emblématique, il réduit la liberté d'expression des enseignants et introduit la possibilité de les sanctionner, voire de les révoquer, s'ils critiquent publiquement l'institution. Et puis il y a la reprise en main de la formation des enseignants, la reprise en main aussi de l'évaluation du système.

J'ajoute deux mesures phares, celles dont on a beaucoup parlé : l'instruction obligatoire à trois ans. La loi introduit de la concurrence en maternelle. On va obliger les communes à financer les maternelles privées. Ça ne changera rien à la réalité de la scolarisation (la quasi-totalité de ces enfants vont à l'école) mais on ouvre un marché à l'enseignement privé, sur le dos des communes. Cela ouvre un nouvel espace en matière de ségrégation scolaire, on trie les enfants dès le plus jeune âge. Seconde mesure frappante : l'introduction, par amendement, donc sans consultation des organisations professionnelles, de « l'école du socle », c'est-à-dire « des établissements publics des savoirs fondamentaux ». C'est la possibilité de regrouper des classes de primaire et de collège dans une même administration sur simple décision des collectivités locales, sans consultation des personnels. On voit bien les conséquences budgétaires, le but étant de faire des économies en postes, voire de fermer des écoles, en particulier dans les zones rurales, zones déjà désertifiées où l'école reste le dernier service public. Donc fermetures, temps de trajets trop longs pour les élèves, etc. On va aller vers une école primaire à deux vitesses ; d'un côté il y aura ces « établissements publics des savoirs fondamentaux » et puis, pour les autres, des écoles qui



permettront d'aller au collège, au lycée, à des études longues. Là aussi s'opérerait un tri de plus en plus précoce.

COMMUNISTES ET NOTRE PROJET D'ÉCOLE ?

M. R. : Ce qu'on oppose à ça, c'est une école de l'égalité et de l'émancipation, qui permette à tous les jeunes de s'approprier les savoirs complexes qui leur seront nécessaires pour être ensuite, dans leur vie d'adultes, pleinement citoyens, dans la démocratie, dans leur entreprise, pour prendre les décisions auxquelles ils seront confrontés :

http://www.pcf.fr/argumentaire_ecole

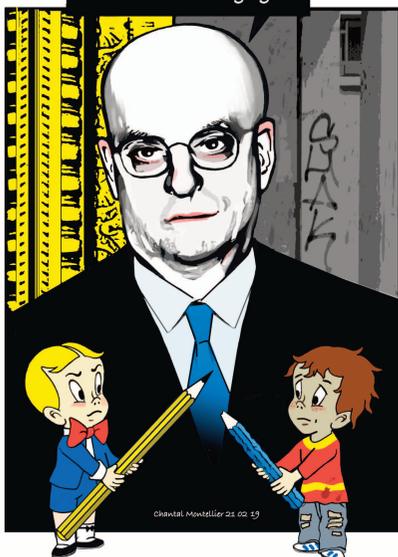
Tous les enfants sont capables d'apprendre, il n'y a aucune raison de les trier de manière précoce. Par contre, il faut transformer l'école pour qu'elle donne à tous les moyens d'acquiescer cette culture commune. Plutôt qu'une école qui trie, on défendrait au contraire une école commune, plus longue, avec une scolarité obligatoire prolongée jusqu'à 18 ans, en renforçant le caractère national du baccalauréat, en garantissant pour tous les bacheliers la possibilité d'intégrer le supérieur dans les filières de leur choix. ✪

Propos recueillis par Gérard Streiff

<http://reseau-ecole.pcf.fr/110540>

La lutte des classes maternelles

Que le meilleur gagne!





PCF au Salon de l'agriculture le 27 février



Ian Brossat lors d'une initiative en Aveyron



LACTALIS

Action coup de poing

Après Google (Paris) et Amazon (Hauts-de-Seine), Ian Brossat, tête de liste du Parti communiste aux élections européennes, s'est invité mardi 26 février dans les bureaux du siège de Lactalis, numéro mondial des produits laitiers, situés à Laval (Mayenne).



Comme le révélait France inter et Cash investigation, en janvier dernier, la multinationale Lactalis est aujourd'hui accusée d'évasion et de fraude fiscales, via le Luxembourg, pour un montant de 2,2 milliards d'euros. Ce chiffre de 2,2 milliards d'euros « évaporés » en 2015 et 2016 aurait correspondu, lors de la crise laitière, à l'équivalent de 12 centimes en moins par litre volés aux producteurs laitiers français. Lactalis est le symbole de cette Europe de l'argent dont nous ne voulons plus : celle des lobbyistes et des voleurs en col blanc qui étranglent financièrement nos paysans, celle aussi qui met en danger notre santé de consommateur, comme l'a révélé le scandale sanitaire du lait à la salmonelle. Pour Ian Brossat : « Nous ne sommes plus vos vaches à lait, il est venu le temps de nous faire respecter par ces multinationales, faire respecter notre travail, notre santé, nos lois fiscales. »

Pour cette action coup de poing, Ian Brossat était accompagné de candidats de la liste « Pour l'Europe des gens, contre l'Europe de l'argent » : Marie-Pierre Vieu (députée européenne), Aurélien le Gall (représentant des salariés agricoles), Alain Pagano (enseignant chercheur en écologie et biologie), Cinderella Bernard (militante associative). ✪

Référendum Cuba

Une constitution du peuple, pour le peuple

Le peuple de Cuba a voté pour le référendum constitutionnel ce 24 février, 124 ans après la reprise des luttes pour l'indépendance de la nation. Une journée de succès, avec une participation massive de plus de 81%. Il vient d'approuver une Constitution qui répond à son époque, qui est enracinée dans la réalité politique, économique et sociale cubaine actuelle qu'elle régit, qui actualise, complète, élargit de manière significative et substantielle le catalogue des droits.



Soixante ans déjà... En janvier 1959, les forces rebelles du Mouvement du 26 juillet que conduisait Fidel Castro s'emparaient de la capitale La Havane, imposant pour la première fois aux États-Unis – qui soutenaient la dictature de Batista – une défaite en Amérique latine, en étant obligés de laisser une révolution populaire s'installer. Cela aura été l'un des événements les plus importants du XX^e siècle, porteur d'un espoir nouveau pour le mouvement progressiste d'Amérique latine et dans le monde entier. Au fil des ans, Cuba prouvera sa persistance contre les attaques incessantes impérialistes.

Le peuple cubain participera avec courage et fierté à la construction du socialisme, malgré le blocus commercial, économique et financier génocidaire imposé par la plus grande puissance impérialiste, les États-Unis d'Amérique. Organisé par ses dirigeants, le peuple repoussera de nombreuses attaques de mercenaires de la CIA – comme lors de l'invasion de la Baie des Cochons en 1961 – montrant que la croyance du peuple dans les idéaux de la Révolution est plus forte que les armes des puissances financières.

Avec l'arrivée de Chavez au Venezuela, c'est une ère de conquêtes progressistes et de développement de toute la région qui verra le jour. Conquêtes devenues insupportables pour l'administration étasunienne et ses alliés. C'est ce qui explique aujourd'hui la contre-offensive des forces réactionnaires sans précédent sur le continent, usant de tous les artifices pour reprendre une à une les gouvernances dirigées par des pouvoirs de gauche.

C'est dans ce contexte et un blocus de plus en plus prégnant sous l'administration Trump, que le président cubain Miguel Diaz-Canel a engagé le long chemin d'une nouvelle Constitution par un vaste processus de débat populaire où participeront près de neuf millions de personnes dans 133 000 réunions dans des quartiers, des centres de travail et d'études. De fait, le contenu de cette Constitution est l'émergence même des aspirations du peuple. Celle-ci a été approuvée à l'unanimité le 22 décembre dernier par l'Assemblée nationale du pouvoir populaire avant d'être soumise au vote des Cubains par référendum ce 24 février 2019.

La participation massive des électeurs vient de démontrer la volonté du peuple cubain à être maître de son avenir et à ne pas se laisser dicter



par les forces impérialistes la voie à suivre. Ce sont donc 7 524 318 électeurs qui ont voté ce dimanche, soit 84 % des inscrits. Un chiffre supérieur de 3 % à celui de la deuxième phase des élections générales de mars 2018. Ce scrutin aura mobilisé 24 297 bureaux de vote dans 12 513 circonscriptions, 198 bureaux spéciaux et plus de 400 000 personnes auront été engagées dans la tenue de cette journée dont les autorités électorales, les superviseurs, les coopérants, les écoliers, les services de réception et de traitement des résultats.

Par 86,85 % des exprimés le peuple cubain vient d'approuver une constitution qui répond à son époque, qui est enracinée dans la réalité politique, économique et sociale cubaine actuelle qu'elle régit, qui actualise, complète, élargit de manière significative et substantielle le catalogue des droits.

Dans son fondement, le texte ratifie le caractère socialiste de Cuba, le rôle dirigeant du Parti communiste dans sa société et reflète les changements intervenus dans la structure de l'État, l'expansion des droits et des garanties individuelles, le renforcement du pouvoir populaire à la base, au travers des municipalités. Il reconnaît le marché, diverses

formes de propriété, y compris la propriété privée et l'investissement étranger comme faisant partie de l'économie de ce pays, soumis à l'embargo américain depuis 1962. Il apporte une base légale à l'actualisation du modèle économique cubain initiée en 2008 par le président de l'époque, Raul Castro, qui a permis à des particuliers de lancer leur activité privée : ils représentent aujourd'hui 591 000 personnes, soit 13 % de la force de travail. Si le nouveau texte réaffirme "le caractère socialiste" du système politique ainsi que le rôle dirigeant du PCC, la référence à la future "société communiste" est retirée.

Actuellement, Miguel Diaz-Canel est président des Conseils d'Etat et des ministres. Dans la nouvelle Constitution, il sera président de la République et aura à ses côtés un Premier ministre. Le mandat présidentiel sera de cinq ans et renouvelable une fois. L'âge minimum pour se présenter sera de 35 ans, le maximum 60 ans pour une première candidature. Le scrutin indirect est toutefois maintenu : le président est choisi par les députés, eux-mêmes désignés lors d'une élection populaire où il y a toujours le même nombre de candidats que de sièges.

Après le triomphe de la révolution en 1959, les homosexuels avaient souffert de discriminations. La Constitution veut leur tendre la main en définissant le mariage comme une union "entre deux personnes", sans en spécifier le sexe. La possibilité d'une réglementation future dans la loi du mariage et de l'union de fait entre des personnes de même sexe reste donc ouverte.

En bref, il s'agit d'un projet de consolidation et de continuité d'un système socialiste, démocratique, prospère et durable qui pose les bases juridiques du développement du pays et contient l'essence du concept de Révolution de Fidel. Pour autant, une préoccupation est présente. Après le Brésil, la chute du Venezuela pourrait entraîner des conséquences graves pour les pays de la région, et pour Cuba en particulier avec qui l'Administration Trump entend réutiliser la méthode de l'affrontement direct. ✪

Laurent Péréa

membre du Conseil national du PCF
responsable-adjoint des Relations internationales
en charge de l'Amérique latine



La bataille engagée pour l'Humanité est essentielle pour le journal et ses journalistes, pour les communistes et pour tous ceux qui tiennent à l'existence et à l'expression de médias indépendants. Vidéo avec Fabien Gay, responsable national à la promotion du journal.



COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e - COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur), Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Gérald Briant, Laurence Patrice, Yann Le Pollotec, Emilie Lecroq, Julia Castanier, Denis Rondepierre, Lydia Samarbakhsh, Sofiane Ahmed Zaïd, Julien Zoughebi.
RÉDACTION : Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 11 06) Mèl : communistes@pcf.fr RÉLECTURE : Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

SOUSCRIPTION

Je verse : €

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.